



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

FONDATION MALLET - NEUFLIZE

Fondation Reconnue d'Utilité Publique

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
FONDATION MALLET - NEUFLIZE
Fondation Reconnue d'Utilité Publique
22 route de Gressey - 78550 RICHEBOURG

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

FONDATION MALLET - NEUFLIZE

22 route de Gressey - 78550 RICHEBOURG

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de la fondation MALLET - NEUFLIZE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation MALLET - NEUFLIZE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 20 juin 2025

KPMG SA

Erik Boulois

Associé

FONDATION MALLET

Comptes annuels 2024

FONDATION MALLET CUMULE
EXERCICE 2024

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Montant	Amort. et prov. 2024	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	522 570	522 570		
Frais de recherche et de développement	32 468	32 468		
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et	879 910	785 163	94 747	148 889
Autres immobilisations incorporelles	660 000	226 286	433 714	452 571
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes (immobilisations incorporelles)				
Immobilisations corporelles				
Terrains	618 708		618 708	618 708
Agencements et aménagements de terrains	4 067 602	1 548 267	2 519 336	2 669 498
Constructions	79 221 933	50 324 531	28 897 401	31 362 425
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 472 233	9 542 095	1 930 138	1 855 527
Collections-Œuvres d'Art	30 490		30 490	30 490
Autres immobilisations corporelles	13 816 167	11 848 170	1 967 998	1 878 579
Immobilisations corporelles en cours	2 451 548		2 451 548	1 939 417
Avances et acomptes (immobilisations corporelles)				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées à des participations	8 301		8 301	8 301
Autres titres immobilisés	1 955 695		1 955 695	1 922 508
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 039 805		1 039 805	1 191 804
Total I	116 777 430	74 829 549	41 947 881	44 078 716
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	54 928		54 928	53 848
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 035 158	56 977,03	5 978 181	4 567 168
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 580 990		1 580 990	2 032 451
Valeurs mobilières de placement	3 012 465		3 012 465	2 950 835
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 511 607		4 511 607	7 959 589
Charges constatées d'avance	205 188		205 188	73 133
Total III	15 400 336	56 977	15 343 359	17 637 024
TOTAL GENERAL (I +II+III+IV+V+VI)	132 177 766	74 886 526	57 291 240	61 715 740

FONDATION MALLET CUMULE
EXERCICE 2024

PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
FONDS PROPRES/FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires (sans droit de reprise)	1 170 962	1 170 962
Fonds propres complémentaires (sans droit de reprise)	6 979 260	6 847 984
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise	567 671	630 541
Fonds statutaires (avec droit de reprise)		
Fonds propres complémentaires (avec droit de reprise)		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	4 987 015	4 853 772
Autres réserves		
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	779 705	690 872
Report à nouveau hors des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 464 435	1 501 634
Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-92 232	187 872
Excédent ou déficit hors des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	125 437	65 411
Situation nette (sous total)	15 982 253	15 949 048
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	4 947 304	5 486 046
Provisions réglementées	1 521 262	1 508 710
Total I	22 450 819	22 943 804
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	1 150 656	1 350 331
Total III	1 150 656	1 350 331
PROVISIONS		
Provisions pour risques	180 971	
Provisions pour charges	1 412 518	
Provisions pour pensions et obligations similaires		1 499 277
Total IV	1 593 489	1 499 277
DETTES		
Emprunts obligatoires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	25 982 556	29 004 698
Emprunts et dettes financières diverses	11 054	9 081
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 756 077	1 735 066
Dettes des Legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 118 516	3 723 831
Autres dettes	1 228 071	1 449 651
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total V	32 096 276	35 922 328
Ecart de conversion Passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	57 291 240	61 715 740

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		1 025
Ventes de biens et services		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 463 813	1 165 562
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'interventions d'exploitation	39 715 845	39 956 588
Dons manuels	8 854	19 795
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 663 779	453 827
Utilisation des fonds dédiés	483 338	322 141
Autres produits	2 193 241	1 832 886
Total I	45 528 870	43 751 824
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	13 838 910	14 359 888
Impôts, taxes et versements assimilés	2 525 097	2 403 920
Salaires et traitements	16 462 898	15 345 750
Charges sociales	6 802 230	6 291 866
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 035 036	4 273 103
Dotations aux provisions	1 558 341	373 603
Reports en fonds dédiés	283 662	341 527
Autres achats	6 193	78 425
Total II	45 512 367	43 468 082
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	16 503	283 742
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	33 187	32 567
Autres intérêts et produits assimilés	55 011	52 447
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge (financières)	9 651	30 203
Total III	97 849	115 217
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions (financières)		
Intérêts et charges assimilées	938 414	989 277
Total IV	938 414	989 277
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-840 566	-874 060
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-824 063	-590 318
PRODUITS EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion (produits)	813 848	426 440
Sur opérations en capital (produits)	565 992	637 791
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	1 641	3 031
Total V	1 381 481	1 067 262
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion (charges)	327 939	207 287
Sur opérations en capital (charges)	182 081	0
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions (exceptionnelles)	14 193	16 376
Total VI	524 213	223 662
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	857 268	843 600
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les sociétés		
Total des produits (I+III+V)	47 008 199	44 934 304
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	46 974 994	44 681 021
EXECENT OU DEFICIT	33 205	253 283
Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-92 232	187 872
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Total		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Total		

FONDATION MALLET - CUMULE

EXERCICE 2024

IMMOBILISATIONS		Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations de l'exercice					Diminutions de l'exercice					Valeur brute à la clôture de l'exercice
			Virements		Entrées			Virements		Sorties			
			De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors-services	
IMMO-BILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	522 570											522 570
	Frais de recherche et de développement	32 468											32 468
	Donations temporaires d'usufruit												
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	875 543			4 367								879 910
	Autres immobilisations incorporelles	660 000											660 000
	Immobilisations incorporelles en cours												
	Avances et acomptes (immobilisations incorporelles)												
Total I		2 090 581			4 367								2 094 948
IMMO-BILISATIONS CORPORELLES	Terrains	618 708											618 708
	Agencements et aménagements de terrains	4 067 602											4 067 602
	Constructions	79 059 441			162 492								79 221 933
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 985 287			585 367					98 421			11 472 233
	Collections Œuvres d'art	30 490											30 490
	Installations générales, aménagements divers	5 303 905			586 883								5 890 788
	Matériel de transport	1 695 267								10 553			1 684 714
	Matériel de bureau et informatique	3 626 919			98 004								3 724 923
	Mobilier	2 396 421			37 698								2 434 119
	Autres immobilisations corporelles	32 490			49 133								81 623
	Immobilisations corporelles en cours	1 939 418			512 131								2 451 548
	Avances et acomptes (immobilisations corporelles)												
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés													
Total II		109 755 947			2 031 708					108 974			111 678 681
IMMO-BILISATIONS FINANCIERES	Participations et Créances rattachées	8 301											8 301
	Autres titres immobilisés	1 922 508			33 187								1 955 695
	Prêts												
	Autres immobilisations financières	1 191 804			9 850					161 849			1 039 805
Total III		3 122 612			43 037					161 849			3 003 801
TOTAL GENERAL (I + II + III)		114 969 141			2 079 112					270 823			116 777 430

FONDATION MALLET - CUMULE

EXERCICE 2024

AMORTISSEMENTS		Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations de l'exercice					Diminutions de l'exercice			Amortissement s cumulés à la clôture de l'exercice
			Ventilation des dotations					Ventilation des diminutions			
			De poste à poste	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors-services	
IMMO- BILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	522 570									522 570
	Frais de recherche et de développement	32 468									32 468
	Donations temporaires d'usufruit										
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	726 655			58 508						785 163
	Autres immobilisations incorporelles	207 429			18 857						226 286
	Immobilisations incorporelles en cours										
	Avances et acomptes (immobilisations incorporelles)										
Total I		1 489 122			77 365						1 566 487
IMMO- BILISATIONS CORPORELLES	Terrains										
	Agencements et aménagements de terrains	1 398 104			150 163						1 548 267
	Constructions	47 697 016			2 578 197	49 318					50 324 531
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 129 760			437 491				25 155		9 542 095
	Collections Œuvres d'art										
	Installations générales, aménagements divers	4 052 633			357 769	289					4 410 691
	Matériel de transport	1 543 949			64 035				10 553		1 597 431
	Matériel de bureau et informatique	3 348 094			146 918						3 495 012
	Mobilier	2 202 509			71 396						2 273 905
	Autres immobilisations corporelles	29 239			41 892						71 131
	Immobilisations corporelles en cours										
Avances et acomptes (immobilisations corporelles)											
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés											
Total II		69 401 304			3 847 860				35 708		73 263 063
IMMO- BILISATIONS FINANCIERES	Participations et Créances rattachées										
	Autres titres immobilisés										
	Prêts										
	Autres immobilisations financières										
Total III											
TOTAL GENERAL (I + II + III)		70 890 426			3 925 225				35 708		74 829 549

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentations de l'exercice		Diminutions de l'exercice		Reclassement cpte à cpte		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres statutaires (sans droit de reprise)	1 170 962									1 170 962
Fonds propres complémentaires (sans droit de reprise)	6 847 984	68 406						62 870		6 979 260
Ecarts de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)										
Fonds statutaires (avec droit de reprise)										
Fonds propres complémentaires (avec droit de reprise)	630 541							-62 870		567 671
Réserves statutaires ou contractuelles										
Réserves pour projet de l'entité										
Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	4 853 772	133 243								4 987 015
Excédents affectés à l'investissement	3 355 053	295 532								3 650 585
Excédents affectés à la couverture du besoin de fond de roulement										
Réserves de compensation des déficits	1 296 545	-162 289								1 134 256
Réserves de compensation des charges d'amortissement	202 174									202 174
Réserves des plus-values nettes à long terme										
Réserves des plus-values nettes à long terme										
Autres réserves										
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	690 872	88 833								779 705
Report à nouveau constitué de charges rejetées	-1 160 809	192 285								-968 524
Amortissements comptables excédentaires différés	-4 743 334	236 125								-4 507 209
Dépenses pour congés payés	-480 640	90 365								-390 275
Autres droits acquis par les salariés non provisionnés	-25 834									-25 834
Autres dépenses non opposables aux tiers financiers										
Report à nouveau	6 344 247	-439 942		10 000						5 914 305
Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	757 242									757 242
Report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 501 634	-37 199								1 464 435
Dépenses refusées par l'autorité de tarification										0
Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	187 872	-187 872		-92 232						-92 232
Excédent ou déficit hors activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	65 411	-65 411		125 437						125 437
Situation nette	15 949 048	0	0	33 205		0				15 982 253
Fonds propres consommables										
Subventions d'investissement	5 486 046					538 742				4 947 304
Provisions réglementées										
Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR	863 397									863 397
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	77 531									77 531
Provisions réglementées relatives aux stocks										
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif										
Amortissements dérogatoires	509 933			14 193		1 641				522 485
Provision spéciale de réévaluation										
Plus-values réinvesties										
Provisions pour produits financiers des ESSMS										
Provisions afférentes aux plus-values nettes d'actif	57 849									57 849
Total I	6 994 755			14 193		540 383	0	0		6 468 566
TOTAL GENERAL (Situation nette + I)	22 943 803			47 398	0	540 383	0	0		22 450 819

FONDATION MALLET - CUMULE

EXERCICE 2024

PROVISIONS	Provisions à l'ouverture de l'exercice	Augmentations de l'exercice			Diminutions de l'exercice			Provisions à la clôture de l'exercice
		Ventilation des dotations			Ventilation des reprises			
		Exploitation	Financier	Exceptionnel	Exploitation	Financier	Exceptionnel	
Provisions réglementées								
Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR	863 397							863 397
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	77 531							77 531
Provisions réglementées relatives aux stocks								
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif								
Amortissements dérogatoires	509 933	14 193			1 641			522 485
Provision spéciale de réévaluation								
Plus-values réinvesties								
Provisions pour produits financiers des ESSMS								
Provisions afférentes aux plus-values nettes d'actif	57 849							57 849
Provisions pour risques								
Provisions pour litiges		180 971						180 971
Provisions pour amendes et pénalités								
Autres provisions pour risques								
Provisions pour charges								
Provisions pour charges sur legs et donations								
Provisions pour pensions et obligations similaires	1 499 277				86 759			1 412 518
dont provisions pour CP Maladie	94 297				59 149			94 297
Provisions pour restructurations								
Provisions pour impôts								
Autres provisions pour charges								
TOTAL	3 007 986	195 164			88 400			3 114 750

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	457 314	283 662	398 910			342 065	125 795
Autres ressources	893 018	-	84 427	-	-	808 591	
<i>Contributions financières d'autres organismes</i>	<i>893 018</i>		<i>84 427</i>			808 591	
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>			-			-	
TOTAL	1 350 332	283 662	483 338	-	-	1 150 656	125 795

EXERCICE 2024

ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Montant brut	Liquidité de l'actif		ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances				Échéances		
		A moins d'un an	A plus d'un an			A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Créances de l'actif immobilisé				Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Participations et Créances rattachées	8 301		8 301	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	25 982 556	3 323 698	10 224 646	12 434 213
Autres titres immobilisés	1 955 695		1 955 695	à 2 ans au maximum à l'origine	250 901	250 901		
Prêts				à plus de 2 ans à l'origine	25 731 655	3 072 796	10 224 646	12 434 213
Autres immobilisations financières	1 039 805	161 849	877 956	Emprunts et dettes financières diverses	11 054	11 054		
Créances de l'actif circulant				Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 756 077	1 756 077		
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 035 158	6 035 158		Dettes des legs ou donations				
Créances reçues par legs ou donations				Dettes fiscales et sociales	3 118 516	3 118 516		
Autres créances	1 580 990	1 580 990		Personnel et comptes rattachés	2 470 430	2 470 430		
Avances et acomptes versés				Etat et autres collectivités publiques	648 087	648 087		
Personnel et comptes rattachés	413 682	413 682		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Etat et autres collectivités publiques	454 009	454 009		Autres dettes	1 228 071	1 228 071		
Débiteurs divers	713 299	713 299		Produits constatés d'avance				
Charges constatées d'avance	205 188	205 188						
TOTAL	10 825 136	7 983 185	2 841 952	TOTAL	32 096 276	9 437 417	10 224 646	12 434 213

FONDATION MALLET - CUMULE

EXERCICE 2024

DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE

	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
RESULTAT COMPTABLE	33 206	253 284
- Reprise du résultat antérieur	-12 032	-19 203
EXCEDENT OU DEFICIT GLOBAL	21 173	234 081
- Dont résultat effectif sous gestion contrôlé	-92 231,52	168 669
- Dont résultat effectif sous gestion propre	125 436,83	65 411

TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT

	Résultat comptable	Résultat antérieur repris	Variation provisions CP	Autres dépenses inopposables	Résultat à affecter (hors rep. Rés. et Var.CP)	Amortisst différés	Excédent affecté à l'investisst	Compensation déficits exploitation	Report à nouveau
Résultat des activités sous contrôle									
FV Maison des Bois	-163 346		-22 199,78		-185 546	35 125,20			-220 671,38
EAM									
- hébergement	-157 263		-18 490,79		-175 754	1 930,13		-177 684,36	
- soin	-258 605		-5 675,07		-264 280				-264 280,00
FV Fontaine Bouillante	-68 175		-2 117,26		-70 292			-70 292,46	
FH Ville Lebrun	-43 888		3 698,66		-40 189		-2 833,01	-49 352,22	11 995,80
ESAT									
- social	-12 306	-12 032	2 350,63		-21 987				-21 987,46
- commercial	46 895				46 895			46 895,45	
IEM/ SESSAD									
- IEM	75 809		-25 159,65		50 649	50 649,43			
- Sessad	15 664				15 664			15 664,47	
FAM									
- hébergement	560 543		9 735,55		570 279	117 100,00	107 088,29	346 090,54	
- accueil de jour	20 241		2 653,60		22 895			22 895,09	
- soin	-182 880		12 414,97		-170 465				-170 465,39
PMPR	560 457		13 926,28		574 384		8 768,82	336 728,24	228 886,62
S/T Etablisst sanitaire et médico-sociaux	393 147	-12 032	-28 863		352 252	204 805	113 024	470 945	-436 522
SIEGE	-485 379		30 545		-454 834		-10 000,00	-41 414,93	-403 418,93
Résultat des autres activités									
CRECHE	48 505				48 505				48 504,50
FONDATION Gestion propre	76 932				76 932				76 932,33
Total FONDATION	33 205	-12 032	1 682		22 855	204 805	103 024	429 530	-714 504
						22 855			

ANNEXE AU 31 DECEMBRE 2024

I. Objet social

La Fondation Mallet - Neuflize, fondée en 1947 et reconnue d'utilité publique par décret du 11 août 1948, a pour but :

- d'accueillir, d'orienter, de soigner et d'aider à s'insérer dans la vie sociale les personnes en situation de handicap, et plus généralement les personnes qui ne bénéficient pas d'une autonomie suffisante ;
- d'apporter un soutien aux familles de ces personnes ;
- d'informer et de former des professionnels et des bénévoles à l'accompagnement et aux soins de ces personnes ;
- de participer à des actions de partenariat avec d'autres institutions ;
- de proposer toute réflexion et donner toute information susceptibles de faire évoluer le regard de la société sur ces personnes

Elle a son siège à Richebourg (Yvelines)

II. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La Fondation Mallet gère des établissements sociaux, sanitaires et médico-sociaux.

Les comptes regroupés intègrent :

- le Siège de la Fondation,
- les établissements du site historique (château)
 - la Crèche les Petits Pas,
 - le Siège « élargi » (services support et services communs),
 - l'Institut d'Education Motrice,
 - le Pôle de Médecine Physique et de Rééducation (PMPR),
 - le Foyer d'Accueil Médicalisé,
- les établissements des Maisons de Lyliane
 - l'Etablissement d'Accueil Médicalisé « La Sablonnière »,
 - le foyer de vie « Maisons des bois »,
 - le foyer de vie « fontaine bouillante »,
 - l'ESAT de Sainte-Mesme,
 - le foyer d'hébergement « Ville Lebrun ».

III. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Les investissements représentent 1,9 M€ en 2024 dont 512 k€ d'immobilisations en cours,
- Ressources humaines : 365,7 ETP CDI à fin décembre 2024.

A l'exception du Siège de la Fondation et de la Crèche, l'ensemble des établissements sont sous contrôle d'administrations spécifiques (ARS, département...).

IV. Faits majeurs

Un avenant au CPOM des établissements médico-sociaux a été signé au 1er janvier 2022 pour intégrer les établissements des Maisons de Lyliane, à l'exception de l'ESAT. Parallèlement, le Conseil Départemental a fait modifier les modalités d'ajustement de sa dotation, revenant à un fonctionnement en prix de journée globalisé et non en dotation fixe. Ainsi, l'activité redevient pour les établissements sous compétence conjointe ou exclusive « Conseil Départemental » le déterminant du montant des produits.

L'exercice a été marqué par l'arrivée de Monsieur Berthault en tant que DAF de Transition et Monsieur Fallet en tant que DG. Par ailleurs, une nouvelle DRH est arrivée au premier semestre 2025. Ces changements importants ont notamment eu une incidence sur nos travaux relatifs au cycle social et sur nos diligences en matière de prévention des fraudes (test sur les écritures comptables).

Les établissements ont dû faire face à la crise énergétique, malgré la renégociation sur les contrats d'énergie et au maintien d'une inflation forte.

Les établissements présentent les résultats suivants :

- PMPR : résultat excédentaire de + 560 K€,
- IEM/Sessad : résultat excédentaire de + 91 K€,
- FAM : résultat excédentaire de + 398 K€,
- EAM « La Sablonnière » : résultat déficitaire de - 416 K€,
- Foyer de vie « Maison des bois » : résultat déficitaire de - 163 K€,
- Foyer de vie « Fontaine Bouillante » : résultat déficitaire de - 68 K€,
- Foyer d'hébergement « Ville Lebrun » : résultat déficitaire de - 43 K€,
- ESAT : résultat excédentaire de + 35 k€
- Crèche : résultat excédentaire de + 49 K€,
- Siège autorisé : résultat déficitaire de - 485 K€,
- Gestion propre Fondation : résultat excédentaire de + 77 K€.

Soit un résultat global de + 33 K€.

V. Principes et méthodes comptables

➤ *Dispositions réglementaires*

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenues d'établir des comptes annuels et du règlement ANC 2019-04 relatifs aux organismes gérant des établissements sociaux et médico-sociaux.

Les comptes annuels sont établis dans le cadre de la réglementation comptable, certains éléments peuvent être retraités lors de l'établissement des Comptes Administratifs ou Etat Réalisé des Recettes et Dépenses et de leur réglementation propre.

Les créances résultant des déductions article R 174-1-9 du CSS lors du passage à la Dotation Globale dans le secteur sanitaire, ont été présentées dans les immobilisations financières s'agissant d'une créance à long terme. En pratique, celle-ci s'impute sur le « fonds de roulement » inscrit au passif et restitué à l'Administration au terme du conventionnement.

➤ **Méthodes comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- ◆ continuité de l'exploitation,
- ◆ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ◆ indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Evaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Concernant l'évaluation du patrimoine immobilier, la Fondation en est propriétaire depuis de nombreuses années en raison des apports d'origine ou par acquisition.

La valeur économique de ce patrimoine est constituée notamment de pavillons et maisons d'habitation ainsi que d'un château dont la valeur a été estimée (en dehors des bâtiments principaux indispensables au fonctionnement des établissements) par un expert immobilier à cinq millions d'euros en 2008.

Changement de méthode

Néant.

VI. Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Frais d'établissement	3 à 5 ans
- Logiciels	3 ans
- Constructions et agencements	10 à 50 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau	3 à 5 ans
- Mobilier	3 à 10 ans

Immobilisations incorporelles

Elles intègrent un montant de 660 000 € relatif à l'indemnisation par la Fondation lors de la résiliation du bail emphytéotique consenti antérieurement à la Société Icade jusqu'en 2048.

Ce montant fait l'objet d'un amortissement jusqu'à fin 2048, s'agissant d'une indemnité qui compense la rentabilité perdue jusqu'au terme du bail initial.

Actifs constitutifs de la dotation de base

La dotation de base, d'un montant de 1 170 962 €, est représentée par des actifs aliénables constitués de contrats de capitalisation.

Les titres immobilisés, représentatifs de la dotation pérenne et affectés irrévocablement à la Fondation, peuvent être cédés sous réserve du réemploi des fonds à l'acquisition d'autres biens affectés en représentation de la dotation.

Immobilisations financières

Elles comprennent essentiellement des dépôts et cautionnements (49 724 €), les titres immobilisés au titre de la dotation et les intérêts courus qui y sont rattachés (pour un montant de 1 813 602 € avec les intérêts), les autres titres financiers immobilisés (121 466 €), les autres immobilisations financières (20 627 €), la créance immobilisée en contrepartie de la dotation au titre du contrat pour la restauration des marges financières (809 246 €), ainsi que la créance détenue sur la DDASS lors du passage du PMPR à la Dotation Globale (180 835 €).

Comptes de liaison

Ils enregistrent d'une part, les mouvements relatifs aux services et supports partagés entre les établissements, et d'autre part, les soutiens en trésorerie ou emprunts/dettes entre les entités. Ils peuvent faire l'objet au niveau des établissements de flux de trésorerie initiés en N+1 mais comptabilisés au 31 Décembre afin de limiter leurs positions au bilan. Ils sont bien entendu soldés au niveau des comptes d'ensemble de la Fondation.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les produits à recevoir (factures à établir et autres créances) sont de 0,8 M€ au 31/12/2024.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'achat. Les cessions sont enregistrées selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Présentation des soldes de trésorerie

Les comptes bancaires sont présentés en net à l'actif du bilan de la Fondation. En effet, la Fondation bénéficie, auprès de ses principaux partenaires bancaires, d'une fusion de ses échelles d'intérêts (les positions créditrices et débitrices de ses comptes sont additionnées pour être analysées globalement).

Fonds propres

Les fonds propres « sans droit de reprise » comptabilisent les ressources ayant une affectation certaine, provenant d'apports, de legs, de donations, de mise en réserves de résultats.

Les fonds associatifs « avec droit de reprise » comptabilisent les ressources à caractère permanent affectées à l'Association avec conditions provenant d'apports, de legs, de donations.

Fonds propres statutaires (Dotation initiale)

Conformément aux dispositions des statuts, la dotation d'un montant de 1 170 962 € est placée dans un contrat de capitalisation. Les biens constitutifs de la dotation initiale sont identifiés en tant que tels et font l'objet d'un suivi spécifique par la Fondation.

La dotation initiale est abondée du produit des libéralités sans affectation spéciale.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement font l'objet d'une reprise au compte de résultat au même rythme que les immobilisations financées.

Provisions réglementées

Les provisions pour renouvellement des immobilisations enregistrent les sommes allouées par les partenaires financiers destinées à financer les charges d'intérêts et d'amortissements des

acquisitions d'immobilisations futures.

A fin 2024, ces provisions réglementées s'élèvent à 77 531€ (Foyer Etat).

Les plus-values réalisées lors de cessions d'immobilisations sont transférées en provision réglementées sur plus-values nettes d'actifs par le biais d'une dotation exceptionnelle inscrite dans les comptes de résultats. Lorsque des moins-values sont constatées, une reprise de la provision est pratiquée dans la limite du solde créditeur disponible. La provision réglementée pour plus-values nettes s'élève à 57 849 €.

Les amortissements dérogatoires sont comptabilisés lorsque la durée d'amortissement retenue par l'autorité de tarification porte sur une période plus courte que la durée d'amortissement sur la durée de vie prévue en application des dispositions prévues par la réglementation comptable en vigueur. Cette provision réglementée pour amortissement dérogatoire s'élève à 522 485 €.

La provision réglementée pour la couverture du besoin en fonds de roulement constituée sur la maison des bois s'élève à 76.224 €. Les réserves de trésorerie constituées à ce titre sur les établissements du site château s'élèvent à 787.172 €.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital). Les intérêts courus non échus sont enregistrés en fin d'exercice.

Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les charges à payer (Intérêts sur emprunts, factures non parvenues, provisions sociales) sont de 1,8 M€ au 31/12/2024.

Report à nouveau des activités médico-sociales sous gestion contrôlée

Ce poste est notamment constitué des postes décrits ci-dessous.

Report à Nouveau constitué de charges rejetées

Ce poste totalise les charges dont le financement est refusé lors de l'examen des Comptes Administratifs. Il s'agit d'un cumul alimenté depuis 1991.

Amortissements excédentaires et charges financières différées

Ce compte enregistre pour les établissements médico-sociaux le cumul arrêté au 31/12/N-1 des amortissements et charges financières dont le financement est reporté sur les budgets futurs. Ceci intervient principalement dans le cadre de la modélisation des financements proposés dans les opérations importantes de réhabilitation.

Ainsi, pour le FAM Jacqueline Mallet, la Fondation a obtenu de la part du Conseil Départemental des Yvelines l'engagement par ce dernier de financer les amortissements des travaux pour un montant annuel constant pour les années 2010 à 2032 (linéarisation des amortissements). Cependant, le changement de mode de financement et les résultats 2021 du FAM n'avaient pas permis d'affecter un excédent au refinancement des amortissements différés et le montant de ce compte à fin 2024 est de 2 258 143 €.

Concernant l'IEM, le montant d'amortissements différés constatés au passif de l'exercice 2024 est de 2.589.706,67 €.

Après intégration des amortissements différés relatifs aux établissements des Maisons de Lyliane, le montant global de ces amortissements différés pour la Fondation s'élève à 4 507 209 €.

Dépenses congés payés inopposables et autres dépenses non opposables aux tiers financeurs

Les dépenses afférentes aux congés payés qui ne sont pas prises en compte par les autorités de tarification dans le calcul des tarifs sont inopposables aux tiers financeurs. Ces dépenses enregistrées par les établissements sont affectées, après la clôture de l'exercice, dans ce compte.

De même, certaines autres provisions non financées lors de leurs constitutions sont enregistrées dans ces comptes lors de l'affectation des résultats.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite estimés dans le cas d'un départ à la retraite à l'initiative du salarié ont été déterminés en tenant compte des hypothèses suivantes :

. Convention collective du 31 Octobre 1951 (adhérent FEHAP)

- . Turn over moyen : 2% ;
- . Age de départ à 67 ans ;
- . Progression des salaires et GVT de 1 % ;
- . Taux d'actualisation retenu à 3,4 % ;
- . Taux de charges patronales de 55 %

Il en résulte fin 2024, un engagement de 1 377 370 € réparti entre les Etablissements. Cet engagement a été intégralement porté dans les comptes ainsi qu'un montant de 9 256 € porté en fonds dédiés retraite.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ressources collectées auprès du public (dons et legs)

Les « Ressources collectées auprès du public » comprennent l'ensemble de dons spontanés, ainsi qu'elle fait appel à la générosité du public.

On distingue les dons et les legs affectés des non affectés.

L'affectation intervient au moment du don ou du legs selon la volonté précisée par le donateur ou le testateur, sans possibilité de réaffectation, sauf accord préalable du donateur.

Les subventions et autres concours publics

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur. Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

La rubrique « Subventions et autres concours publics » du compte de résultat comprend :

- Les subventions d'exploitation : 242 202 €
- Les concours publics définis à l'article 142-9 : 39 473 643 €

VII. Engagements hors bilan

Engagements reçus

- Engagement reçu du Conseil Général des Yvelines, par lettre du 24 Juillet 2008, de financer les amortissements des travaux de réhabilitation et d'extension du Foyer selon un mode linéaire sur la période 2010 à 2032 et pour un montant annuel de 811 000 €.
 - L'emprunt de 8,35 M€ contracté auprès du Crédit Coopératif pour les travaux de réhabilitation et d'extension du Foyer est garanti solidairement et en totalité par le Département des Yvelines.
 - L'emprunt de 10,7 M€ contracté auprès du Crédit Coopératif pour les travaux de réhabilitation du PMPR est garanti solidairement et en totalité par le Département des Yvelines.
 - Engagement reçu du Conseil Général des Yvelines pour les emprunts souscrits en 2013 auprès de la Caisse d'Epargne pour les travaux de la balnéothérapie par :
 - Le Foyer pour 927 K€ (24 ans)
 - Le PMPR pour 1 M€ (24 ans)
 - L'emprunt de 13,3 M€ souscrit par l'IEM auprès de la Caisse des Dépôts (25 ans) pour les travaux de rénovation est garanti en totalité par le Conseil Général des Yvelines.
 - L'emprunt de 1,58 M€ souscrit par l'Esat de Sainte Mesme auprès du Crédit Coopératif (25 ans) est garanti par la Sogama à hauteur de 35 % de l'encours et par le Département des Yvelines à hauteur de 50 % de l'encours (garantie solidaire).
-

Engagements donnés

- L'emprunt souscrit auprès de la Banque Postale de 6 000 000 € a été débloqué en totalité sur 2019, il est garanti par le nantissement de contrats de capitalisation d'un montant de 4.286 k€. Le nantissement du portefeuille de valeurs mobilières de placement (ou de disponibilités en attente de placement) a été levé suite aux remboursements de l'emprunt déjà effectué.
- Affectation hypothécaire des bâtiments des établissements et de la balnéothérapie au profit du Département des Yvelines en contrepartie de la garantie accordée par ce dernier sur les emprunts souscrits auprès de la Caisse d'Epargne et de la Caisse des Dépôts.

VIII. Autres informations

Rémunération des dirigeants et cadres salariés

Les membres du Conseil d'Administration dirigeants exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée.

Cette information n'est pas indiquée car elle reviendrait à communiquer une information individuelle, seule une personne entre dans ce champ.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires comptabilisés au titre du contrôle des comptes annuels s'élève à 52 800 € TTC.
